

Burundi : Les séquelles des affrontements du 8 mars se font encore sentir

Voice of America, 20 mars 2014
 Burundi : la tension politique s'aggrave
 Les séquelles des violents affrontements du 8 mars dernier préoccupent la communauté internationale. Des militants d'un parti d'opposition, récemment suspendu, risquent la prison à perpétuité à la suite d'une manifestation politique qui a débouqué au début du mois de mars. Le dernier incident ne fait qu'illustrer la situation de plus en plus crispée dans le pays à moins d'un an de l'élection présidentielle.

C'était le 8 mars dernier à Bujumbura, la capitale burundaise. Des militants du Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD) descendent dans la rue pour protester contre ce qu'ils appellent les restrictions du gouvernement aux libertés politiques. De violents affrontements éclatent avec la police anti-émeute qui disperse les manifestants avec des gaz lacrymogènes. Plus d'une dizaine de membres de l'opposition sont blessés, alors que deux policiers sont brièvement pris en otage au siège du MSD. Résultat : le parti est suspendu pour quatre mois, et 46 de ses membres sont jugés pour « participation à un mouvement insurrectionnel armé ». Le Parquet burundais a requis la peine maximale, soit la prison à vie. 22 autres font face à des accusations moins graves. Le président du Forum pour le renforcement de la société civile au Burundi, Vital Nshimirimana, est catégorique : la répression du 8 mars était politiquement guidée. « La police a montré qu'elle n'est pas neutre. Elle n'est pas neutre parce qu'en quelque sorte elle laisse dicter sa conduite par des gens du parti au pouvoir », renchérit M. Nshimirimana. Mais d'après le directeur du gouvernement. Le conseiller présidentiel, Gervais Abayeho, nie toute répression d'opposition. Et dit que les manifestants avaient violé un arrêté du ministre de l'Intérieur qui avait interdit les rassemblements politiques ce même jour parce qu'il coïncidait avec les célébrations marquant la Journée internationale de la Femme. « Les choses dans ce pays sont telles que si vous ne respectez pas la loi, si vous ne respectez pas ce qu'ordonne le ministre de l'Intérieur ou le gouvernement, eh bien peu importe que vous soyez de l'opposition ou du parti au pouvoir, la loi s'applique à tout le monde », soutient M. Abayeho. La communauté internationale n'est pas restée insensible aux événements au Burundi. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les deux camps à faire preuve de retenue, tout en déplorant « les restrictions croissantes à la liberté d'expression et de rassemblement » dans le pays. Quant au Département d'Etat américain, il a condamné le recours par le gouvernement aux « méthodes musclées » pour disperser le rassemblement du 8 mars. Mais pour le conseiller présidentiel Abayeho, la situation politique n'est pas aussi mauvaise qu'on veut faire croire. Le pouvoir, dit-il, dialogue avec tous les partis politiques sur des sujets qui les préoccupent. Et la communauté internationale, affirme-t-il, ne doit pas prêter foi aux informations fournies par l'opposition. Les opposants, quant à eux, ne sont pas rassurés. Ils croient que le régime en place veut déléguer l'opposition afin de placer le parti au pouvoir dans une position plus forte en vue des élections présidentielles et législatives l'année prochaine. Pour rappel, l'opposition avait boycotté les scrutins de 2010 en alléguant la fraude électorale, ouvrant la voie à une victoire facile du président Pierre Nkurunziza.